

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 22 juin au 26 juin 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

### Faits marquants

- ❖ Régional : La 11<sup>e</sup> Conférence *Our Ocean* de Mombasa a permis la mobilisation de 6,4 Md USD pour l'action océanique
- ❖ Djibouti : Nouveau financement pour le corridor routier Djibouti – Addis-Abeba
- ❖ Kenya : Promulgation de la loi de Finances 2026/27

#### LE CHIFFRE A RETENIR

## 1 Md ETB

**Éthiopie** : la bourse éthiopienne (ESX) franchit le cap du milliard de birrs (env. 5,5 M EUR) de volume hebdomadaire

### Le graphique de la semaine

#### Kenya : croissance du crédit au secteur privé

- en glissement annuel -



Au Kenya, le crédit au secteur privé est resté déprimé au cours des deux dernières années, avec une croissance négative pendant plusieurs mois consécutifs jusqu'à un point bas de -2,9 % en février 2025. Cette faiblesse s'explique par le niveau élevé des taux d'intérêt, mais aussi par un effet d'éviction lié aux importants besoins de financement de l'État. La tendance s'est toutefois inversée avec le cycle d'assouplissement monétaire de la Banque centrale (taux directeur ramené de 13,0 % en juin 2024 à 8,75 % en février 2026) : en mai 2026, le crédit au secteur privé progressait de +9,3 % en glissement annuel, après +7,1 % en avril. La reprise reste néanmoins contrastée selon les secteurs, particulièrement dynamique dans le bâtiment et la construction (+37,1 %) et l'agriculture (+28,9 %) mais encore négative dans les transports et les communications (-10,1 %) notamment. Les tensions inflationnistes provoquées par le conflit au Moyen-Orient ont conduit la Banque centrale à interrompre son cycle de baisse des taux, ce qui pourrait freiner la poursuite du redressement du crédit.

## REGIONAL

### La 11<sup>e</sup> Conférence *Our Ocean* de Mombasa a mobilisé 6,4 Md USD pour l'action océanique

Du 16 au 18 juin 2026 à Mombasa, la 11<sup>e</sup> Conférence *Our Ocean* (OOC11) a réuni plus de 100 gouvernements, entreprises et organisations de la société civile, qui ont annoncé 320 nouveaux engagements d'une valeur totale de 6,4 Md USD en faveur de la conservation des océans, des pêcheries durables, de la résilience climatique et de l'économie bleue. Organisée pour la première fois sur le sol africain, la conférence a réuni plus de 5 000 participants, dont des chefs d'État, ministres, scientifiques, représentants du secteur privé et de la jeunesse. La répartition des engagements financiers fait ressortir la prééminence de l'économie bleue durable (2,86 Md USD) et des pêcheries durables (1,75 Md USD). Parmi les annonces majeures : la Banque mondiale s'est engagée à investir 1 Md USD sur deux ans pour soutenir les économies bleues des pays en développement, et le Canada a alloué 682 M USD à son programme d'infrastructures portuaires côtières. Plusieurs pays d'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien se sont distingués par des engagements concrets. Le Kenya, en tant que pays hôte, a annoncé environ 42 engagements d'une valeur estimée à 1 Md USD, dont l'installation d'un système de surveillance électronique sur l'ensemble de ses navires de pêche industriels. Les Seychelles, pionnières de l'économie bleue dans l'Océan Indien, ont réaffirmé leur engagement en faveur de la protection de 30 % de leur zones économiques exclusives (ZEE) et ont rejoint le Tuna Transparency Pledge. La Tanzanie a pour sa part lancé un pilote de surveillance électronique de ses pêcheries. Madagascar et d'autres États côtiers d'Afrique de l'Est ont participé aux travaux sur la gestion intégrée des grands espaces marins de l'Océan Indien occidental.

## BURUNDI

### Lancement d'un projet de 90 M USD pour l'accès à l'eau potable à Bujumbura

Le 17 juin 2026, le Président Évariste Ndayishimiye a posé la première pierre de la station de pompage de Nyabugete, dans la province de Bujumbura, lançant officiellement le projet PAEPA-Amazi Iwacu. Financé à hauteur de 80 MUSD par la Banque mondiale et de

10 MUSD par le gouvernement burundais, ce projet vise à renforcer durablement l'approvisionnement en eau potable de Bujumbura. Avec une capacité de 120 000 m<sup>3</sup> par jour, la future station deviendra la deuxième plus grande unité de production d'eau de la capitale et bénéficiera à plus de 615 000 habitants. Selon la Banque africaine de développement, seuls 62,4 % des Burundais ont aujourd'hui accès à l'eau potable. Ce projet s'inscrit dans une dynamique plus large d'investissements dans le secteur, à laquelle la France contribue via deux FASEP : le démonstrateur de traitement d'eau de Graviwater, inauguré en novembre 2025 et permettant à plus de 300 000 personnes d'accéder à une eau désinfectée grâce à la technologie Gravikit, ainsi que les études techniques menées par Artelia pour un projet d'alimentation en eau potable de Gitega, dont l'investissement, estimé à 50 MEUR, pourrait être financé par la Banque mondiale.

## COMORES

### Lancement du programme « WamangaWa Komor » portant sur la mobilisation des investissements de la diaspora vers l'économie verte et bleue

Le gouvernement comorien a lancé le 22 juin le programme « WamangaWa Komor », porté par le ministère des Affaires étrangères, via le Commissariat à la diaspora, et financé par l'Union européenne à hauteur de 4 M EUR. Mis en œuvre en partenariat avec Expertise France, le Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations (FORIM) et Initiative Développement, ce programme vise à mobiliser la diaspora comorienne au profit du développement des secteurs de l'économie verte et bleue et à promouvoir l'entrepreneuriat. L'enveloppe financière européenne permettra de soutenir une cinquantaine de projets, notamment à travers un mécanisme mis en place avec la Banque centrale afin de favoriser les investissements de la diaspora. Lors du lancement, le représentant de l'Union européenne a rappelé le rôle économique majeur de la diaspora dans l'économie comorienne, les transferts de celle-ci contribuant pour environ 20 % du PIB du pays. Les autorités comoriennes considèrent ainsi ce programme comme un levier permettant d'orienter davantage les ressources de la diaspora vers des investissements productifs.

## DJIBOUTI

### Nouveau financement pour le corridor routier Djibouti – Addis-Abeba

La Banque mondiale a approuvé, le 18 juin, un financement additionnel de 45 M USD sous forme de subvention pour poursuivre la modernisation côté djiboutien du corridor routier vers Addis-Abeba, portant son engagement total à 205 M USD depuis 2021 pour la partie djiboutienne du projet. Ce deuxième financement additionnel, qui fait suite à une première enveloppe de 90 M USD approuvée en septembre 2024, résulte surtout de l'élargissement des voies en 2x2 voies séparées de la RN1 entre Arta et Doudoubalala, un tronçon particulièrement accidentogène, ainsi que le renforcement de la résilience climatique des infrastructures et des équipements de sécurité routière. Parallèlement, l'Éthiopie bénéficie de 730 M USD de financements pour sa partie du corridor [mais les travaux ont été bloqués lors de la guerre du Tigray], portant le coût total du projet à près d'1 Md USD.

### Djibouti signe un accord-cadre de 750 M USD avec l'ITFC

En marge des assemblées annuelles du Groupe de la Banque islamique de développement (BIsD) à Bakou, Djibouti a signé le 19 juin un accord-cadre de financement du commerce de 750 M USD avec la Société internationale islamique de financement du commerce (ITFC) pour la période 2026-2029. Cet accord vise à soutenir l'agenda de développement du pays à travers des financements dans plusieurs secteurs prioritaires, notamment l'énergie, la sécurité alimentaire, la santé et le financement du commerce en faveur du secteur privé. Il s'inscrit dans le prolongement d'un partenariat de longue date entre Djibouti et l'ITFC, qui a approuvé près de 1,9 Md USD de financements depuis 2008, principalement pour soutenir la sécurité énergétique et l'importation de produits stratégiques.

## ÉTHIOPIE

### Investissement de 27 M USD dans le projet géothermique de Corbetti

L'entreprise Taranis (siège à Londres) a signé un accord d'investissement de 27 M USD dans le projet géothermique de Corbetti. Ce projet est porté par le

groupe européen PIDG (Private Infrastructure Development Group) depuis 2015. Taranis, dont un des bureaux est à Paris, participera par le biais d'un prêt convertible en actions. Ce 2ème projet géothermique [après celui de Tulu Moyo en cours de construction par le groupe français Meridiam] s'inscrit dans la politique de résilience climatique et d'économie verte lancée en 2011 par le gouvernement éthiopien. Il vise à développer la production d'électricité verte. Le marché de l'électricité géothermique est considéré comme très prometteur, avec une croissance prévue de +8,9% par an, soit un passage de 960 M USD en 2025 à 2,26 Md USD en 2034. Par ailleurs, les études géologiques montrent que l'activité volcanique présente le long de la vallée du Grand Rift en Éthiopie disposerait d'un potentiel géothermique de 10 GW encore inexploité.

### La bourse éthiopienne (ESX) franchit le cap du milliard de birrs de volume hebdomadaire

Dans le cadre du développement du marché financier éthiopien, l'ESX a franchi un cap historique en dépassant pour la première fois 1 Md ETB (soit 6,2 MUSD) de volume hebdomadaire de transactions d'actions, signe d'une confiance accrue des investisseurs dans le marché des capitaux. Selon le CEO de l'ESX, Tilahun Esmael Kassahun, ce niveau d'activité illustre les progrès d'un marché encore jeune mais en forte structuration. Entre le 15 et le 19 juin 2026, 350 111 actions ont été échangées à travers 279 transactions sur les 4 sociétés cotées, pour une valeur totale de 1,025 Md USD. Par ailleurs, une nouvelle entreprise devrait être introduite la semaine prochaine, tandis que l'ESX vise 50 à 60 sociétés cotées à horizon 1 à 2 ans.

### Signature d'un contrat de 10,2 M USD pour la construction d'un couvoir avicole

Le ministère éthiopien de l'Agriculture a signé un contrat de 10,2 MUSD pour la construction d'un couvoir avicole d'une capacité annuelle de 63 millions d'œufs. Le projet est financé par un prêt de la Banque africaine de développement dans le cadre du Programme de développement de la chaîne de valeur avicole en Éthiopie. L'accord a été conclu avec la société chinoise Agrifam, chargée de la construction de l'infrastructure. Selon le ministère, les travaux devraient commencer après la validation finale du contrat et être achevés dans un délai de douze mois. D'après les autorités, le couvoir

permettra d'augmenter la capacité nationale de production de poussins d'un jour et d'améliorer l'approvisionnement du secteur avicole en intrants de qualité. Le projet s'inscrit dans le cadre d'initiatives visant à développer la filière avicole, à accroître la productivité du secteur et à soutenir la production nationale de volaille.

## KENYA

### Le Japon accorde un prêt « Samouraï » de 22 Md KES pour l'assemblage automobile et l'énergie

Le 22 juin 2026, le Kenya a conclu un accord de financement libellé en yens d'un montant de 22,1 Md KES (25 Md JPY) avec la Nippon Export and Investment Insurance (NEXI). Le financement est structuré en trois tranches. La tranche principale, de 13,1 Md KES (15 Md JPY), est dédiée à la « Politique Automobile Nationale », qui vise au développement de l'assemblage local de véhicules, la fabrication de composants et la production de véhicules électriques. La deuxième tranche, de 5 Md KES (5,5 Md JPY), financera le « Programme de réduction des pertes d'énergie », ciblant les pertes de transport et de distribution du réseau électrique, actuellement estimées à 23 % de la production nationale. La troisième tranche, de 4 Md KES (4,5 Md JPY), est allouée à l'appui budgétaire général, couvrant les réformes en cours et la protection des dépenses sociales. Sur le plan des modalités financières, le prêt est fourni par des banques commerciales japonaises et assuré par NEXI, avec une maturité de sept ans. Le décaissement est attendu avant le 30 juin 2026, dans le cadre de l'objectif annuel d'emprunt extérieur du Kenya fixé à 225,8 Md KES. Le Trésor kényan a indiqué préparer une nouvelle émission Samouraï de 27,2 Md KES sur le marché japonais, attendue à un taux compris entre 4,0 % et 5,0 % l'an.

### KCB et Airtel Money s'associent pour renforcer leurs services financiers

Le 19 juin 2026, KCB et Airtel Money ont conclu un accord d'interconnexion de leurs systèmes de paiement, permettant aux clients d'Airtel Money de régler leurs achats auprès des commerçants affiliés au réseau « Lipa na KCB » de KCB directement depuis leur portefeuille mobile. Le partenariat intervient dans un contexte de concurrence accrue, les banques et opérateurs télécoms cherchant à capter

une part croissante des transactions de faible montant et de fort volume, qui constituent désormais le cœur des paiements de détail au Kenya. Annastacia Kimtai, directrice générale de KCB Bank Kenya, a indiqué que l'accord vise à élargir l'offre de la banque tout en donnant aux clients une plus grande liberté dans leurs paiements. Pour Airtel Money, dont la part de marché est passée de 3 % en 2022 à 10,3 % selon les données officielles, ce partenariat s'inscrit dans une stratégie de conquête face à la position dominante de M-Pesa (Safaricom).

### Paul Russo reconduit à la présidence de la Kenyan Bankers Association

Lors de la 64e Assemblée générale annuelle de la Kenya Bankers Association (KBA), tenue le 19 juin 2026 à Nairobi, Paul Russo, directeur général de KCB Group, a été réélu président de l'association pour le cycle 2026-2027, et Betty Korir, directrice générale de Credit Bank, reconduite comme vice-présidente. La KBA regroupe 46 établissements membres avec un total de bilan dépassant 7 700 Md de KES.

### Promulgation de la loi de finances 2026/27

Le président William Ruto a promulgué la loi de finances le 23 juin 2026 à State House, ouvrant la voie à la mise en œuvre d'un budget de 4 820 milliards de KSh pour l'exercice 2026/27 à compter du 1er juillet. Le texte avait été adopté par l'Assemblée nationale le 18 juin lors d'un vote au troisième lecture particulièrement tendu : 122 députés ont voté pour, 40 contre, et 187 se sont abstenus (soit moins de la moitié des 349 élus effectivement engagés sur le vote).

## MADAGASCAR

### La loi de finances rectificative 2026 adoptée par l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale a adopté le 22 juin la loi de finances rectificative (LFR) 2026, dans un contexte de révision à la baisse des perspectives économiques. La croissance est désormais attendue à +3,8 % en 2026 (contre +4,8 % en Loi de Finances initiale, l'inflation à +8,1 % (contre +7,1 %) et le déficit public à -4,8 % du PIB (contre -4,2 %). Les députés ont adopté plusieurs amendements : suppression du droit de visa applicable aux croisiéristes, ajustement de la TVA sur la viande et exonération fiscale de certains produits de santé publique destinés à la

lutte contre le paludisme (moustiquaires imprégnées notamment). La taxe sur les véhicules à moteur (TVM), qui avait suscité de vives critiques, a par ailleurs été suspendue et reportée. Le total des recettes prévu par la LFR est de 14 119 Md MGA (3,0 Md EUR), soit une hausse de +1,6 % par rapport à la LFI, alors que le total des dépenses est de 18 565 Md MGA (3,9 Md EUR), en hausse de +3,8 %. La LFR maintient néanmoins l'objectif de mobiliser 822,6 Md MGA (170 M EUR) de recettes supplémentaires, principalement via la rationalisation des dépenses fiscales (+230,6 Md MGA), le renforcement des contrôles fiscaux (+150 Md MGA) et la lutte contre la fraude douanière (+90 Md MGA). Elle prévoit également près de 992 Md MGA (205 M EUR) de dépenses en faveur du secteur énergétique, dont 573 Md MGA destinés au redressement de la Jirama (compagnie nationale d'eau et d'électricité à Madagascar).

#### **Signature par l'AFD de trois conventions en faveur de la santé, de la justice et du développement urbain**

Le gouvernement malgache et l'Agence française de développement (AFD) ont signé le 19 juin trois conventions de financement d'un montant total de 57 M EUR. Ces financements visent à soutenir les dépenses sociales prioritaires, renforcer le système judiciaire et améliorer les infrastructures urbaines. Une première convention prévoit une aide budgétaire de 4 M EUR en don destinée au financement des dépenses publiques dans les secteurs de la santé et de la sécurité alimentaire. La deuxième convention porte sur la phase II du Projet d'appui à la justice à Madagascar (PAJMA II), financée à hauteur de 22 M EUR (15 M EUR de prêt concessionnel et 7 M EUR de subvention). Le programme vise à poursuivre la modernisation de la justice et le renforcement des capacités des institutions judiciaires. La troisième convention concerne la quatrième phase du programme Lalankely, qui bénéficie d'un financement de 31 M EUR (26 M EUR de prêt concessionnel et 5 M EUR de subvention). Le projet sera mis en œuvre dans 17 communes périphériques et quatre arrondissements d'Antananarivo afin d'améliorer la mobilité urbaine, l'accès aux services essentiels et la résilience climatique.

## MAURICE

### **Présentation du budget 2026/27 devant l'Assemblée nationale**

Le Premier ministre et ministre des Finances, Dr Navin Ramgoolam, a présenté le budget pour l'année fiscale 2026/27 devant l'Assemblée nationale le 19 juin. La croissance du PIB est projetée à +3,5 %, en légère hausse par rapport à l'exercice 2025-2026 (+3,1 %). Les recettes de l'État sont projetées à 235,5 Md MUR (4,3 Md EUR), soit +15,6 % par rapport au budget 2025-2026, un montant équivalent à 27,9 % du PIB, dont 198,5 Md MUR (3,6 Md EUR) de recettes fiscales. Les dépenses publiques devraient atteindre 266,7 Md MUR (4,9 Md EUR), en hausse de +6,6 %, équivalentes à 31,6 % du PIB. Dans ce contexte, le déficit budgétaire est attendu à -3,7 % du PIB, contre une estimation de -6,0 % du PIB pour l'exercice 2025/26. Le gouvernement entend poursuivre sa stratégie de consolidation budgétaire afin de ramener le déficit à -3,0 % du PIB en 2027/28. Quant à la dette publique, elle est attendue à 86,8 % du PIB (hors transferts liés aux îles Chagos) pour l'année fiscale 2026-2027, en légère baisse par rapport à l'exercice précédent (87,8 %).

## OUGANDA

### **La Bafd approuve un financement de 156 M EUR pour l'internationalisation de l'aéroport d'Arua**

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé le 18 juin un financement de 156 M EUR pour faire de l'aéroport d'Arua un aéroport international. Le financement est composé d'un prêt non-concessionnel de 141,2 M EUR et d'un prêt concessionnel de 14,9 M EUR du Fonds Africain de Développement. Cette montée en gamme permettra à l'aéroport de disposer d'un terminal de fret capable de gérer 25 000 tonnes par an, et d'accueillir 700 000 voyageurs par an. Situé au nord-ouest du pays, l'aéroport d'Arua est actuellement le deuxième le plus fréquenté après Entebbe avec 12 000 voyageurs par mois. Ce programme s'inscrit dans la continuité de la stratégie du gouvernement d'investissement massif dans les infrastructures aéroportuaires, dans un objectif d'intégration régionale. L'internationalisation de

## BREVES ÉCONOMIQUES

### Afrique de l'Est et de l'océan Indien

l'aéroport permettra également un meilleur accès aux entreprises ainsi qu'aux agriculteurs aux marchés.

## RWANDA

### Les bourses du Rwanda et du Nigeria signent un accord de coopération

Le 22 juin 2026, la Capital Markets Authority du Rwanda (CMA) et la Securities and Exchange Commission du Nigeria (SEC) ont signé un MoU à Kigali, en présence de Romeo Ngarambe, directeur général de la CMA Rwanda, et du directeur général de la SEC Nigeria, Emomotimi Agama. Ce partenariat devrait permettre d'élargir les possibilités d'investissement transfrontaliers, de renforcer la coopération en matière de réglementation et de soutenir le programme plus large d'intégration des marchés de capitaux africains. L'accord établit un cadre de coopération couvrant la supervision des marchés, l'application de la réglementation, la protection des investisseurs, le partage d'informations, l'assistance technique et le renforcement des capacités. Il vise à faciliter les cotations transfrontalières et à harmoniser les standards réglementaires entre les deux pays. Cet accord s'inscrit dans la stratégie du Nigeria d'approfondir l'intégration financière régionale à la suite de l'adoption de l'Investment and Securities Act 2025, et dans le cadre plus large de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf). Il constitue un signal fort de rapprochement entre les deux principales places financières d'Afrique subsaharienne francophone et anglophone.

## SEYCHELLES

### Vols de Qatar Airways, Turkish Airlines et Aeroflot relancés vers l'archipel

Les Seychelles enregistrent une reprise progressive de leur connectivité aérienne après les perturbations liées aux tensions au Moyen-Orient. Qatar Airways a repris ses dessertes le 16 juin avec quatre vols hebdomadaires, tandis qu'Aeroflot a annoncé son retour à compter du 8 juillet avec deux vols par semaine. Turkish Airlines a également repris sa liaison Istanbul-Mahé le 17 juin. La compagnie étend par ailleurs ses opérations estivales vers l'archipel pour la première fois depuis trois ans : elle assurera deux vols hebdomadaires, puis trois vols par semaine à compter du 6 juillet. Selon les autorités seychelloises,

d'autres compagnies européennes, asiatiques et moyen-orientales pourraient également augmenter leurs dessertes dans les prochaines semaines. Cette reprise marque un retour progressif à la normale après les perturbations provoquées par le conflit au Moyen-Orient. Pour les Seychelles, dont l'économie dépend largement du tourisme, le rétablissement des connexions aériennes constitue un enjeu majeur à l'approche de la saison estivale.

## SOMALIE

### Premier groupe de travail technique sur les infrastructures de câbles sous-marins

L'Autorité nationale des communications de Somalie (NCA) et la Société financière internationale (SFI) ont lancé à Nairobi le premier atelier du groupe de travail technique sur les points d'atterrissage des câbles sous-marins en Somalie. L'atelier a été organisé dans le cadre du projet « Somali Unlocking Sector Investment Project », soutenu par la SFI et également connu sous le nom de « Broadband Infrastructure Project ». Il réunit des opérateurs de télécommunications et des experts techniques et vise à renforcer la résilience et la fiabilité de l'infrastructure haut débit de la Somalie, de renforcer le dialogue entre l'autorité de régulation et les acteurs du secteur et d'identifier les principaux défis auxquels est confronté le secteur des câbles sous-marins en Somalie. La Somalie dispose aujourd'hui de plusieurs câbles sous-marins internationaux. Les infrastructures de fibre optique terrestres restent toutefois fragmentées, avec des réseaux régionaux isolés dans certaines zones (Mogadiscio, Puntland et Somaliland).

## SOUDAN

### La hausse des prix du pétrole accentue les tensions sur les devises

La Chambre des importateurs de carburants, qui relève de la Fédération des employeurs, a signalé que la hausse des prix internationaux des produits pétroliers a entraîné un déficit de financement d'environ 326 MUSD au premier trimestre 2026. Selon les responsables de cette chambre, le prix d'un pétrolier est passé d'un montant compris entre 25 MUSD et 30 MUSD à plus de 70 MUSD. Ce déficit de financement aurait accru la demande de dollars,

accentuant ainsi la pression sur la livre soudanaise. Le taux de change de la monnaie nationale a connu une forte chute entre le début du mois de mai et la mi-juin, passant de 4 100 SDG pour 1 USD à 5 900 SDG pour 1 USD, avant de se stabiliser à 4 400 SDG pour 1 USD.

## SOUDAN DU SUD

### Inauguration d'un nouveau terminal à l'aéroport de Djouba

L'Autorité de l'Aviation civile s'apprête à inaugurer un nouveau terminal à l'aéroport de Djouba le 9 juillet, jour de la fête de l'indépendance. Le terminal 3, également appelé « ROCO Terminal », augmentera la capacité de l'aéroport permettant de réduire la congestion de l'aéroport, le principal du pays. D'après le directeur général de Juba International Airport, cette nouvelle infrastructure doit contribuer au développement de l'industrie aérienne et à l'amélioration de la connectivité aérienne du Soudan du Sud, en attirant de nouveaux opérateurs aériens. Le projet du terminal 3 avait été lancé en 2009, mais sa mise en œuvre a été à plusieurs reprises suspendue en raison des difficultés liées au financement et des perturbations sécuritaires dans le pays. Sa mise en service intervient à un moment où le trafic aérien du pays connaît un développement significatif, avec environ 2 millions de passagers et 15 000 vols en 2025.

## TANZANIE

### Le gouvernement de Zanzibar signe un partenariat avec l'opérateur de téléphonie mobile Yas (groupe AXIAN) pour le développement de la fibre à Zanzibar

Le gouvernement de Zanzibar a signé le 23 juin 2026 un accord de partenariat d'une durée de 20 ans avec Yas Fibre, filiale du groupe malgache Axian, pour un montant de 113 M USD. Le projet vise à accélérer la

transformation digitale et à favoriser l'accès à internet sur l'archipel. Dans le cadre de ce partenariat, Yas Fibre s'appuiera sur l'infrastructure dorsale déjà déployée par la ZICTIA – l'agence publique chargée des technologies de l'information et de la communication à Zanzibar – et prendra en charge la construction et l'exploitation du réseau de distribution reliant le réseau principal aux foyers, entreprises et institutions à travers l'archipel. Les travaux de construction ont déjà débuté à Stonetown. Le projet est présenté comme l'un des plus importants investissements à long terme en matière d'infrastructures numériques à Zanzibar.

### Air Tanzania ouvre de nouvelles liaisons domestiques et internationales

Dans le cadre d'un programme de développement de la connectivité aérienne, Air Tanzania a inauguré le 19 juin 2026 une liaison aérienne directe entre Mwanza, deuxième ville du pays et hub commercial de la région des Grands Lacs, et la capitale politique Dodoma. Jusqu'alors, il n'existait aucune liaison aérienne directe entre les deux villes et il fallait, pour relier ces deux villes, soit emprunter la route (12 heures de trajet), soit transiter par Dar es Salaam. Dans le cadre de ce programme de connectivité aérienne, Air Tanzania prévoit d'étendre son réseau domestique au départ de Dar es Salaam vers Musoma et Shinyanga. Sur le plan international, la compagnie aérienne nationale annonce l'ouverture de nouvelles liaisons vers Moscou (1er juillet 2026) et Mascate (23 juillet 2026).